

Auteur	Nicolas Fourmaintraux
Destinataire(s)	✓ ARCEP
Date / Lieu	Vendredi 30 septembre 2011
Objet	Réponse à la consultation publique sur le projet de décision précisant les méthodes de comptabilisation, de recouvrement et de tarification des coûts liés aux demandes de conservation des numéros fixes en métropole.

Question n°1 : Avez-vous des remarques concernant les étapes du processus nominal de conservation du numéro fixe ?

Etape (1) du processus, il pourrait être souhaitable de rappeler qu'il s'agit de toutes les SDA, aussi bien activées ou fonctionnelles que réservées pour le client.

Question n°2 : Avez-vous des remarques concernant les typologies de processus décrites ci-dessus ? Complétez si besoin.

Depuis plusieurs années les opérateurs alternatifs pour entreprises fournissent des services de téléphonie en VoIP sur des supports ADSL. Il y a souvent plusieurs SDA. Le processus de conservation de toutes les séquences SDA associées à une commande d'accès est un cas souhaitable. Il permettrait de fluidifier et rendre plus rapide et efficace le changement d'opérateur sans pour cela déployer un nouvel accès en parallèle de l'historique.

Question n°3 : Avez-vous des remarques concernant les typologies de coûts existants et les modes de recouvrement selon le rôle de l'opérateur dans le processus de conservation du numéro fixe ?

N.C.

Question n°4 : Partagez-vous les principes retenus dans l'évaluation des modalités de comptabilisation des coûts de conservation du numéro fixe ?

Paritel partage les principes.

Question n°5 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de recouvrement retenues des coûts fixes et des coûts variables ?

N.C.

Question n°6 : Avez-vous des remarques concernant les postes de coûts recouvrables par l'opérateur donneur ?

L'OPA reste tributaire de la taxe annuelle d'attributaire, par tranche de 10 000 numéros, de 2 ct € / SDA même une fois la ressource portée.

Question n°7 : En tant qu'opérateur receveur, dans quel(s) cas de figure (famille de processus notamment) sollicitez-vous une prestation de retour arrière auprès des opérateurs donneur et attributaire (le cas échéant) ? Quelle est la part de ces demandes dans le volume total de portabilité entrante à votre réseau ? A quel coût moyen vous est-il facturé et par quel opérateur (donneur et/ou attributaire – le cas échéant –) ?

Les retours arrière sont exceptionnels. Pas de cas de retour arrière opéré où l'opérateur cédant n'était pas l'attributaire jusqu'à ce jour.

Question n°8 : Avez-vous des remarques concernant les postes de coûts recouvrables par l'opérateur attributaire ?

N.C.

Question n° 8bis : Actuellement, la prestation de préfixage réalisée par l'opérateur attributaire pour les appels vers les numéros SVA portés est facturée à l'opérateur receveur contrairement aux appels vers les numéros interpersonnels portés, pour lesquels le préfixage est facturé à l'opérateur appelant. Que pensez-vous de l'hypothèse de basculer, dès janvier 2012, cette facturation sur l'opérateur appelant afin d'inciter les opérateurs à mettre en place un routage direct à destination de ces numéros ?

N.C.

Question n°9 : Quels coûts directs variables identifiez-vous en cas de processus manuel du fait de l'opérateur receveur ?

N.C.

Question n°10 : Selon vous, les coûts directs variables sont-ils liés au nombre de séquence de numéros à porter indépendamment de la taille des séquences de numéros ?

Non, les coûts directs variables ne sont pas liés au nombre de séquences SDA à porter, ni à leur taille.

Question n°11 : Quelle est la durée moyenne de traitement manuel d'une demande de fiabilisation sur le marché entreprise ?

15 minutes environ.

Question n°12 : Quelle est la durée moyenne de traitement manuel d'un appel téléphonique lors d'une conservation du numéro sur le marché entreprise ?

6 minutes environ.

Question n°13 : Quel est le coût horaire moyen d'un technicien en charge des opérations de conservation du numéro sur le marché entreprise ?

N.C.

Question n° 14 : Quel plafond tarifaire estimez-vous raisonnable pour les coûts directement liés à une demande de conservation dans le cas du processus nominal, sur le marché résidentiel ?

N.C.

Question 15 : Avez-vous des remarques concernant le projet de dispositif ?

N.C.